

32 • TRIBUNES

GROUPE SOCIALISTE ET APPARENTÉS

RÉMI FÉRAUD, PRÉSIDENT DU GROUPE

Paris respire

Pour lutter contre la pollution de l'air, nous devons multiplier les mesures volontaristes et accepter d'augmenter encore la part de l'espace public réservée aux piétons et aux circulations douces. C'est une nécessité initiée dès 2001 par Bertrand Delanoë et poursuivie résolument par Anne Hidalgo, notamment avec l'ouverture aux piétons du Parc Rives de Seine sur les voies sur berges rive droite que la justice a récemment validée.

Alors que plus de la moitié de l'espace public est dédié aux véhicules individuels, les déplacements urbains des Parisiens effectués en voiture ne représentent que 13 % de l'ensemble de leurs déplacements intra-muros. 52 % s'effectuent à pied. Et ce chiffre s'élève même à près de 80 % si l'on étudie les déplacements pour achats à Paris, contre seulement 4 % en voiture. La vitalité commerciale des quartiers est donc corrélée à la possibilité de faire ses courses à pied.

Paris compte déjà beaucoup de zones piétonnes temporaires regroupées dans le dispositif intitulé « Paris respire ». Une vingtaine d'entre elles, réparties dans tous les arrondissements, sont réservées aux piétons et aux circulations douces, principalement les week-ends. Cinq secteurs supplémentaires rejoignent le dispositif en été. Depuis 2016, les Champs-Élysées deviennent également piétons le premier dimanche de chaque mois.

À l'instar de beaucoup de villes européennes, Paris réfléchit désormais à la possibilité d'étendre ces secteurs piétonniers à des quartiers entiers. Anne Hidalgo a proposé qu'une large concertation soit menée au centre de Paris pour réserver l'espace aux piétons, riverains et professionnels. C'est une des nombreuses mesures qui peuvent contribuer à apaiser l'espace, à le rendre plus accueillant et plus sain. À nous permettre de mieux respirer.

→ Retrouvez-nous sur [Twitter](#) et [Facebook](#) @ElusPSParis

→ Site internet : www.groupe-ps.paris

GROUPE UDI-MODEM

ERIC AZIÈRE, PRÉSIDENT DU GROUPE

Politique du logement à Paris : 3 milliards pour pas grand-chose

La politique du logement menée par Anne Hidalgo brille par ses contre-performances. Si la Ville affiche fièrement au compteur 7 138 logements sociaux produits en 2017, elle n'en a construit en réalité que 25 %. Les 75 % restants proviennent de la préemption de logements dans le parc privé et du conventionnement de logements intermédiaires, déjà occupés par des locataires qui n'ont rien demandé à personne, et qui, pour beaucoup, dépassent les critères de ressources pour l'attribution du logement social. En bref, pour améliorer son bilan, la mairie s'est contentée de coller – à grand frais – une étiquette « logement social » sur des logements existants.

Évidemment, les quelques logements vraiment nouveaux et disponibles ne permettent pas de satisfaire les 236 500 demandeurs d'un logement social à Paris ! Cerise sur le gâteau : les locataires de ces logements conventionnés qui ont des ressources importantes se voient appliquer des compléments de loyers élevés, alors que la Ville leur avait promis des exonérations !

Bref, la Ville aurait mieux fait d'investir 3 milliards d'euros pour améliorer la qualité de vie des locataires du parc social : rénovation thermique des immeubles, rénovation des appartements, des cages d'escaliers, des jardins...

La ville aurait surtout dû cibler ses investissements sur la construction de logements sociaux neufs et disponibles, à Paris, mais aussi dans la Métropole du Grand Paris, afin de pouvoir répondre à une demande de logements sociaux toujours plus forte. Car aujourd'hui, cette politique désastreuse de la Ville de Paris ne satisfait ni ceux qui sont dans le parc social, ni ceux qui espèrent y entrer un jour !

GROUPE LES RÉPUBLICAINS ET INDÉPENDANTS

FLORENCE BERTHOUT, PRÉSIDENTE DU GROUPE

JEAN-BAPTISTE DE FROMENT, 1^{ER} VICE-PRÉSIDENT**Le Titanic de la dette parisienne**

La dette n'est pas un chiffre abstrait, c'est un fardeau légué aux générations futures. Jamais dans l'histoire de Paris une équipe municipale n'aura laissé une ardoise aussi lourde. En un seul mandat, Anne Hidalgo a réussi la prouesse de multiplier par deux la dette qui atteindra en 2020 près de 8 milliards d'euros. Chaque année, la Ville de Paris emprunte quatre fois plus que ce qu'elle rembourse.

A ce rythme, et si on ne change pas radicalement de cap en 2020, les Parisiens devront subir une augmentation inéluctable des impôts et des tarifs municipaux. Pourtant, depuis 2014, les Parisiens ont été lourdement mis à contribution. Les recettes des impôts et taxes ont augmenté de 23 %. Les tarifs municipaux ont eux aussi bondi: +28 % pour l'abonnement Velib', +100 % pour certains tarifs de stationnement, + 33 % pour les droits de terrasses ; sans compter les hausses des tarifs des crèches, des conservatoires et des cantines. Les droits de mutation ont été augmentés en 2016, rendant le coût d'achat d'un logement plus lourd. Se loger devient de plus en plus cher, ce qui accélère la fuite des familles et des retraités. La qualité de vie s'est-elle pour autant améliorée ? Non. L'espace public s'est dégradé : la voirie est détériorée, les rues sont sales. Entre 2012 et 2017, les crimes et délits ont augmenté de 20 %.

Le chantier des Halles résume l'incapacité de la majorité municipale à conduire les projets : le coût a dérapé de 58 % pour atteindre 1,2 milliard à ce jour. Le fiasco Autolib' se soldera par une facture de 235 M€. L'absentéisme au sein des services de la Ville coûte plus de 200 M€ par an. 85 M€ de recettes publicitaires ont été perdus après l'annulation du marché par la justice.

Mais, rassurons-nous, 417 personnes sont mobilisées au service communication de la Ville pour nous persuader que tout va bien !

→ Retrouvez-nous sur www.groupelesrepublicains.paris

GROUPE COMMUNISTE - FRONT DE GAUCHE
NICOLAS BONNET-OUALDJI, PRÉSIDENT DU GROUPE

Fabriquer à Paris, ou comment révolutionner la fabrication et la production

270 produits ont obtenu cette année le label « Fabriqué à Paris » au terme du jury que j'ai eu le plaisir de présider. La création du label « Fabriqué à Paris » est la première des préconisations du rapport de la Mission d'information et d'évaluation « Fabriquer à Paris pour relever les défis sociaux et environnementaux » que j'ai initiée et conduite en 2015. Suite à ce travail, la question de la relocalisation de la production est devenue un enjeu central de la politique de la majorité municipale. Le label « Fabriqué à Paris » est un point de départ d'une politique qui porte un changement de société en profondeur : consommer ce que nous produisons localement.

Fer de lance d'une politique de relocalisation de la fabrication et de la production au cœur de Paris, ce label veut offrir une réponse à l'enjeu de l'emploi local. En valorisant le travail des artisans parisiens, il contribue à la transmission des savoir-faire et à redonner du sens au travail. Il est la mise en acte de la reconnaissance des compétences des fabricants et fabricants à Paris. Il permet aux Parisiennes et aux Parisiens qui le souhaitent de faire des choix de consommation plus responsables. Fabriquer à Paris, c'est aussi relever le défi environnemental de la réduction de la pollution en rapprochant le lieu de production du lieu de consommation.

Nous devons maintenant ouvrir toutes les pistes possibles pour créer un modèle de production économique locale viable, notamment en poursuivant nos actions pour favoriser l'accès au foncier des fabricants parisiens. Car contrairement à ce que pensent les tenants de la généralisation des ouvertures dominicales, qui ne sont que les porte-serviettes des grandes enseignes, l'histoire de Paris est l'œuvre des artisans et des ouvriers, son avenir ne se fera qu'avec eux.

GROUPE ÉCOLOGISTES DE PARIS
DAVID BELLARD, PRÉSIDENT DU GROUPE

Plus de nature pour le climat et notre bien-être

Trouver une place assise dans le métro aux heures de pointe, s'asseoir en terrasse les jours de beau temps ou pire encore, se dégoter un coin à l'ombre dans un parc lorsqu'il fait chaud, tout cela relève de l'exploit ! Et pour cause, à Paris, il y a du monde, beaucoup de monde. Les chiffres sont éloquentes. Avec plus de 25 000 habitants/km², Paris est l'une des villes les plus denses du monde. Et nous sommes bien peu gâtés question parcs et jardins. En moyenne, nous disposons de 5,8m² d'espace vert par habitant (14,5m² si on inclut les bois de Vincennes et de Boulogne) ; à Londres, c'est plus de 45m², 59m² à Bruxelles, 68m² à Madrid, 100m² à Strasbourg et même 321m² à Rome ! Malgré cela, on continue à construire partout où c'est possible : sur les derniers terrains en friche, aux abords du périurbain et sur les espaces verts eux-mêmes !

Pourtant, plus on bétonise nos sols, plus nous fragilisons la ville. Sans nature, nous nous exposons plus encore aux effets du dérèglement climatique. Les espaces verts nous offrent de la fraîcheur, essentielle pour surmonter les douze jours de canicule à plus de 40° que nous subissons dès 2030.

Essentiels également pour nous protéger des crues. Un arbre à lui seul absorbe 200 litres d'eau par jour. Qui dit mieux ? Sans compter le calme et les moments de respiration qu'offrent les parcs et les jardins ! En investissant dans plus d'espaces verts, c'est dans notre qualité de vie qu'on investit.

Face aux bouleversements du climat, pensons la ville autrement. Avec un horizon, faire la part belle à la nature – donc ne plus envisager chaque mètre carré disponible comme un espace à rentabiliser. Plutôt que de bétonner, créons des parcs et jardins et faisons du logement différemment. Rien qu'à Paris, il y a 600 000 m² de bureaux vides, soit autant de place disponible à transformer en logements sociaux !

GROUPE RADICAL DE GAUCHE, CENTRE ET INDÉPENDANTS

LAURENCE GOLDGRAB, PRÉSIDENTE DU GROUPE

Consommez bien, consommez parisien !

À l'heure où nous devons revenir à une consommation raisonnée pour enrayer les conséquences dramatiques de la surconsommation pour notre planète, les Fêtes de fin d'année, période de consommation mais aussi de bonnes résolutions, nous semblent propice au changement.

Consommer local, une action somme toute simple, c'est poursuivre deux objectifs : soutenir le tissu économique local et réduire son empreinte carbone. Les élus du groupe RGCI sont constants dans leur engagement aux côtés des commerçants, artisans et entrepreneurs locaux qui incarnent la vitalité économique de nos quartiers. À ce titre, nous avons proposé en début de mandature un plan de sauvegarde du commerce de proximité. L'économie de proximité à laquelle nous sommes attachés est porteuse de lien social, et faciliter l'implantation des commerces de proximité, avec le dispositif « Paris Commerce », c'est réimplanter des acteurs de la vie de quartier au pied de nos immeubles. Pour accompagner le changement des modes de production et de consommation, la Ville de Paris a créé le label « Fabriqué à Paris » qui, depuis deux ans, récompense et valorise les produits fabriqués à Paris et démontre l'excellence et le dynamisme de l'artisanat parisien. Que ce soient des libraires indépendants, des commerces de bouche, des artisans et même des brasseurs, Paris regorge de talents locaux et de produits de qualité qu'il faut mettre en valeur ! Trois chalets « Fabriqué à Paris » du marché de Noël seront installés sur la place de l'Hôtel de Ville à partir du 14 décembre.

En tant qu'élus de Paris, nous devons être des facilitateurs pour ces entrepreneurs du changement qui créent des emplois pérennes, non-délocalisables et respectueux de notre environnement. Vous pouvez, vous aussi, être acteurs de ce changement en devenant des consommateurs locaux et du « Fabriqué à Paris » !

➔ www.groupe-prgci-paris.com

➔ [Twitter : @GroupeRGCI](https://twitter.com/GroupeRGCI)

34 • TRIBUNES

**GROUPE LES PARISIENS PROGRESSISTES,
CONSTRUCTIFS ET INDÉPENDANTS****PIERRE AURIACOMBE, PRÉSIDENT DU GROUPE**

Paris doit redevenir une Ville Monde

Aujourd'hui, quatre villes peuvent être considérées comme « Ville Monde » : Londres et New York à l'Ouest, Pékin et Shanghai en Orient. Si Paris avait indéniablement ce statut au début du XX^e siècle, il l'a perdu au cours du siècle précédent. Pourquoi et comment le retrouver ?

Tout d'abord, force est de reconnaître que Paris n'est réellement dominant dans aucun secteur. Bien évidemment, Paris reste la ville du luxe. Les boutiques sont là, mais pas forcément les sièges sociaux, sans parler de la fabrication des modèles répartie sur toute la planète. Si la Ville a indéniablement fait un effort sur les startup et le high-tech, Paris ne rivalise pas, du moins dans l'esprit des entrepreneurs, avec la Silicon Valley. Nos universités et la recherche ont beaucoup progressé, mais restent cantonnées à un second rôle face à Shanghai ou aux universités américaines. En ce qui concerne la finance, si le Brexit représente une opportunité pour Paris, il n'est pas certain que Londres perde sa place dominante en Europe, et Francfort concurrence fortement Paris... Seule la qualité de vie parisienne, et ce n'est pas négligeable, semble aujourd'hui en mesure de rivaliser.

Pourquoi ce déficit d'image pour Paris Ville Monde ? Tout d'abord, Paris étouffe dans ses 105 km². Pour rappel, New York près de 800 km², Londres 2 000, sans parler de Shanghai et de ses 6 000 km²... Paris Ville Monde doit se positionner sur le Grand Paris et doit totalement changer sa gouvernance, avec un vrai maire, élu directement et bénéficiant ainsi d'un réel pouvoir, comme son homologue de Londres.

Cet enjeu sera sans conteste primordial lors de la prochaine campagne municipale. L'équipe qui gagnera devra insuffler, forcément en accord avec le président de la République et le Gouvernement, cette dynamique qui redonnera à Paris son statut de Ville Monde.

GROUPE DÉMOCRATES ET PROGRESSISTES**JULIEN BARGETON, FADILA MEHAL, ANNE-CHRISTINE LANG,
THOMAS LAURET, DIDIER GUILLOT, MAO PENINO**

Plus de pouvoirs pour les maires d'arrondissement

Au dernier Conseil de Paris, notre projet de délibération visant à renforcer les compétences des mairies et conseils d'arrondissement a été adopté. Tous les groupes de l'opposition et deux groupes de la majorité l'ont voté. Dommage que les trois autres n'aient pas suivi. Grâce à nous, un groupe de travail devra prochainement se prononcer sur un certain nombre de sujets en lien direct avec la vie quotidienne des Parisiennes et Parisiens. Nous avons entendu leurs préoccupations lors de nos nombreuses opérations de terrain. Ainsi, ces questions devront être traitées avant 2020 : quelles compétences concernant la gestion de

l'espace public (nettoyage, propreté, réparation de voirie, etc.) ? ; quelles évolutions concernant les verbalisations en cas d'incivilités et les autorisations d'utilisation du sol, d'étalage, de terrasse ? ; quel modèle pour une sécurité renforcée et efficace ? ; quel modèle pour les prestations sociales (CASVP, guichet unique, etc.) ? ; quel rôle concernant l'éducation (affectation, secteurs multi-collèges, etc.) ?

Les mairies d'arrondissement sont l'interface principale de la population locale, mais peinent à répondre aux demandes. L'unité de Paris doit bien sûr être maintenue afin de garantir l'équité entre les arrondissements, mais la déconcentration des pouvoirs est plus que nécessaire. Il nous faut être plus efficace et agile ! Le management de proximité pourrait être confié aux mairies d'arrondissement par exemple. La mairie centrale resterait responsable de la répartition des ressources entre ces dernières.

Par ailleurs, notre groupe macroniste assumera et défendra pleinement le projet d'une police municipale. Nous regrettons fortement que la majorité l'ait écarté des discussions.

Trouvons le modèle le plus pertinent et les réponses les plus appropriées aux problématiques locales. Il nous faut faire un « Pari(s) de la proximité » !

GROUPE GÉNÉRATION-S**LÉA FILOCHE, PRÉSIDENTE DU GROUPE**

Un nouveau groupe pour une nouvelle ambition

Elu-e-s d'arrondissements ou élu-e-s du Conseil de Paris du groupe Génération-s, nous sommes tou-te-s impliqué-e-s dans la vie quotidienne comme dans la politique de nos territoires. Au niveau parisien, nous nous engageons à participer au rassemblement de la gauche et des écologistes, dans le cadre du contrat de mandature porté collectivement depuis 2014.

Nos objectifs principaux sont à la fois simples et ambitieux : permettre à chaque Parisien-ne de vivre décemment et sainement à Paris, respirer un air pur, avoir une alimentation saine, se loger à un prix raisonnable, se déplacer confortablement, accueillir avec respect les réfugié-e-s, garantir la sécurité de toutes et tous et particulièrement des plus fragiles, accéder à des loisirs comme à des pratiques culturelles et sportives de qualité, lutter contre toutes les formes d'exclusion, de discrimination, d'injustices, donner à chaque enfant un environnement scolaire digne et équitable, évoluer dans un environnement apaisé.

Paris se doit d'être moteur pour accompagner les inévitables évolutions que les métropoles, et au premier rang desquelles la Métropole du Grand Paris, auront à mener dans les années à venir, tant du point de vue de la ville durable et solidaire, de l'accompagnement de l'économie locale et circulaire, que de la solidarité territoriale qui doit dépasser les égoïsmes municipaux.

Les élu-e-s Génération-s auront à cœur de faire entendre la voix de l'écologie politique, sociale et solidaire, notamment à l'occasion du vote du budget primitif 2019 en défendant des amendements en cohérence avec nos ambitions pour Paris.

➔ Retrouvez-nous sur www.generation-s-paris.fr